

20250318 Libération

https://www.liberation.fr/societe/gaite-lyrique-loperation-de-police-contre-les-jeunes-migrants-commence-20250318_ON4UCL42M5F7ZDFULGVVHPL3JA/

Gaîté lyrique : la police lance une évacuation brutale des jeunes migrants

Ce mardi 18 mars au petit matin, les forces de l'ordre ont encerclé la salle de spectacle parisienne occupée depuis trois mois par environ 500 exilés. Des dizaines de manifestants sont présents et nassés.



Un jeune migrant après l'évacuation de la Gaîté lyrique, le 18 mars. (Stéphane Lagoutte/Myop pour Libération) par [LIBERATION](#) et [AFP](#)

Coups de matraque, cris de protestation et nasse policière. Les forces de l'ordre ont commencé [leur opération à la Gaîté lyrique](#) ce mardi 18 mars au matin, a pu constater *Libération*. La préfecture de police de Paris a ordonné lundi soir l'évacuation des près de 500 jeunes migrants qui occupaient la salle de spectacle du III^e arrondissement de la capitale depuis trois mois dans l'attente de leurs recours pour faire valoir leur minorité.

Peu avant 6 heures, des CRS et gendarmes mobiles ont forcé les cordons formés devant le théâtre par plusieurs dizaines de militants soutenant l'occupation, dans un climat houleux. Les forces de l'ordre sont entrées à l'intérieur du bâtiment vers 6h15, alors que l'ensemble de ses occupants est encerclé à l'extérieur.



Les forces de l'ordre ont commencé une opération d'évacuation devant la Gaîté lyrique, ce matin. (Stéphane Lagoutte/Myop pour Libération)

La députée de gauche radicale Danielle Simonnet, présente sur place, a dénoncé une *«intervention extrêmement violente»*. Les forces de l'ordre *«tapent»* et *«frappent»* à coups de matraque, et ce alors que les *«jeunes étaient en train de ranger leurs sacs»* et que les manifestants étaient *«très pacifiques»*, a-t-elle déploré.

Reportage

Occupation de la Gaîté lyrique : «On en veut à ceux qui ont les moyens de mettre ces jeunes à l'abri et qui ne le font pas»

Le préfet de police [Laurent Nuñez](#) avait pris lundi soir un arrêté ordonnant l'évacuation rapide de ce lieu occupé depuis le 10 décembre par de jeunes migrants demandant à être hébergés et affirmant être des mineurs devant être reconnus comme tels.

«Pour ceux qui le souhaitent, il y aura des hébergements qui seront proposés, comme nous le faisons à chaque fois, et leur situation administrative sera évidemment examinée», a affirmé le préfet de police, sur France 5 lundi soir.

Mise à jour : à 8h06, avec l'ajout des déclarations de la députée Danielle Simonnet.